Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **Dossier suivi par : I. FABREGUE** **Tél. : 01.49.55.53.65** **Mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-847** **22/10/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidatures : 15 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) d'interventions spécialisé(e) (catégorie A) à PLOUFRAGAN (22).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) du pôle "marchés" - délégation nationale de Volx (catégorie A) à VOLX (04).

Etablissement public du Marais poitevin :

1 poste de chef(fe) de projet zones humides à Luçon (85).

Institut National de Recherches en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) :

1 poste de juriste marchés publics/achats (F/H) à ANTONY (92).

1 poste de responsable du pôle gestion administrative et paie (F/H) à ANTONY (92).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste d'adjoint(e) au chef du département du contrôle des usages (catégorie A+) à VINCENNES (94).

Office National des Forêts (ONF) :

Pour les 7 fiches de postes citées ci-après, les candidatures (CV + lettre de motivation) sont à adresser par mail au directeur général ou au directeur central ou au délégué territorial (adresses mails indiquées dans la fiche de poste) avec en copie Madame Virginie VEAU (virginie.veau@onf.fr) avant le 14 novembre 2014 délai de rigueur.

1 poste de directeur(rice) de l'agence travaux Méditerranée (catégorie A) à MONTPELLIER (34).

1 poste de directeur(rice) d'agence Haute-Normandie (catégorie A) à ROUEN (76).

1 poste de directeur(rice) d'agence Alpes-de-Haute-Provence (catégorie A) à DIGNE-LES-BAINS (04).

1 poste de directeur(rice) régional(e) Guyane (catégorie A) à CAYENNE.

1 poste de chef(fe) du département recherche, développement, innovation (catégorie A) à FONTAINEBLEAU (77) avec possibilité de délocalisation dans l'une des stations R&D de l'ONF.

1 poste d'adjoint(e) au chef de la mission croissance externe (MCE) (catégorie A) à PARIS (75).

1 poste de délégué(e) territorial(e) (catégorie A) à NANCY (54).

Parc National des Cévennes :

1 poste de chargé(e) de mission urbanisme et paysage au sein du service développement durable (catégorie A) à FLORAC (48).

Parc National des Ecrins :

1 poste de chargé(e) de mission flore/milieux/paysages (catégorie A ou agent contractuel) à GAP (05).

L'adjoint sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Orléans, le 22 octobre 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE
(poste susceptible d'être vacant)

EMPLOI TYPE		**CHARGE(E) D'INTERVENTIONS SPECIALISE(E)**
CATÉGORIE DU POSTE		I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION		DELEGATION **ARMOR FINISTERE**
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE		**PLOUFRAGAN (22)**
TYPE DE CONTRAT		Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires**.**
POSTE A POURVOIR À PARTIR DU		

MISSIONS PRINCIPALES		Assurer la mise en oeuvre de la politique Industrie, Collectivités, ainsi que le volet littoral sur le territoire de la délégation, apporter une expertise technique dans ces domaines et être en veille sur le domaine de l'eau et de l'urbanisme
ACTIVITES PRINCIPALES		- Contribue à la mise en œuvre de la politique et du programme d'interventions de l'agence sur les thématiques suivantes : assainissement, alimentation en eau potable, industries, littoral. - Apporte une expertise technique et un conseil aux maîtres d'oeuvre et d'ouvrage. - Instruit techniquement, financièrement et administrativement les demandes d'aide. - Peut accompagner les chargés d'interventions dans leurs activités et effectuer une validation technique sur certains dossiers (dans son domaine de compétences). Volet collectivités : - Promeut l'émergence de projets prioritaires vis-à-vis de l'atteinte du bon état des eaux et fédère les maîtres d'ouvrage autour de ces projets. - Conseille les partenaires, propose des solutions techniques et financières permettant d'atteindre les objectifs de bon état des eaux. Volet Industries : - Conseille les industriels et les partenaires, propose des solutions techniques et financières permettant d'atteindre les objectifs de bon état des eaux. - Assure l'instruction et le suivi des dossiers industriels sur l'ensemble du territoire de la délégation Armor-Finistère. - Met en œuvre et suit les opérations collectives déclinées par métiers : pressings, cidreries, peintres en bâtiment, garages automobiles, pisciculture. Volet littoral : - Suit les démarches liées aux profils de baignade et élabore les accords de programmation. - Accompagne les projets liés aux ports, aux aires de carénage, participe aux réunions, et élabore les accords de programmation. - Suit l'opération Vague Bleue Carénage. - Elabore la stratégie de la délégation sur les thématiques plage et pêche à pied.
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE		Chef de service Collectivités et Industries.
RELATIONS FONCTIONNELLES		Internes : Direction des Politiques d'Interventions - Direction de l'Evaluation et de la Prospective. Externes : élus, les représentants des services de l'Etat, les maîtres d'ouvrage et maîtres d'oeuvre, les bureaux d'études, les services des collectivités.
CONNAISSANCES ET EXPERIENCE		Connaissances approfondies en assainissement, eau potable, industries et littoral.

	Connaissances du droit de l'eau et de l'organisation administrative française. Connaissances en matière de politiques publiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Connaissances en méthodes de négociation. Connaissance des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).
SAVOIRS FAIRE	Savoir fédérer autour d'objectifs. Savoir relayer l'information de manière pertinente. Savoir piloter un projet. Savoir animer des réunions, groupes de travail. Savoir prendre la parole en public. Savoir travailler en équipe.
DEPLACEMENTS	Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation Armor-Finistère. Il peut être amené à se déplacer sur la délégation Ouest-Atlantique pour des réunions d'échanges et de manière occasionnelle sur le siège de l'agence à Orléans. Le permis de conduire (B) est indispensable.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent dans le domaine de l'hydrologie, traitement des eaux, génie des procédés hydrauliques. Recrutement interne : a) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ; b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.
ENVOI DES CANDIDATURES **POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE**	▪ Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant **le 12 novembre 2014.** Contacter la Chef de service Collectivités et Industries : Mme Sophie BAGAGEM : ☎ 02.96.33.38.20

www.eau-loire-bretagne.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer

Marchés, études et prospective/Marchés et Etudes de Filières/Délégation Nationale de Volx

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Chef(fe) du pôle « Marchés » - Délégation Nationale de Volx

N°appel à candidature : 141004
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Poste vacant
Localisation : Volx (04130)

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la Direction Marchés, études et prospective, dans le service Marchés et Etudes de Filières, la délégation nationale de Volx assure les missions de FranceAgriMer auprès des filières des plantes à parfum, aromatiques et médicinales, du riz et de l'huile d'olive. Elle contribue à la connaissance des marchés de ces productions. Elle participe à l'animation des filières en liaison avec le délégué et elle gère les interventions afférentes. La délégation comprend douze d'agents répartis majoritairement dans deux pôles, un pôle « aides » et un pôle « marchés ». Le pôle « marchés » est plus spécifiquement chargé du recueil, du traitement et de la diffusion des informations économiques sur les trois filières concernées.
Objectifs du poste	Organisation et animation d'un réseau « suivi des marchés » sur la filière des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Les activités principales sont : - L'animation du pôle « Marchés » ; - L'organisation et le suivi d'un réseau pour le recueil d'informations économiques sur les PPAM ; - Le recueil, le traitement et la diffusion d'indicateurs économiques. La mise en place et le suivi d'un réseau s'appuieront sur une coordination importante avec le reste de l'équipe de la délégation notamment le pôle « aides », le délégué filières, les agents économiques, les organisations professionnelles et interprofessionnelles. Deux missions complémentaires sont rattachées à ce poste : - Le suivi des négociations du cadre règlementaire et l'appui à l'adaptation aux produits issus de la filière PPAM ; - Un support à l'ODG « AOP Lavande » dans la rédaction des procédures de contrôle afin que cet organisme devienne autonome.
Champ relationnel du poste	- Pôle « Aides » à Volx ; - A FranceAgriMer, Le Service Marchés et Etudes de Filières, la direction MEP, la mission filières, le secrétariat général ; - Agents économiques, organisations professionnelles et interprofessionnelles ; - DGAL, INAO, Ministère de la santé et ANSM, DGCCRF, MEDDE.

Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- Connaissances de la filière PPAM ; - Connaissances en traitement de l'information ; - Connaissances en statistiques descriptives ; - Bonne expression écrite et orale ; - Connaissance des démarches qualité appréciée.	- Très bon relationnel ; - Capacité à travailler en équipe ; - Maîtrise des applications bureautiques ; - Savoir communiquer.

Personnes à contacter	Patrick Garnon, chef du service Marchés et Etudes de filières - Tél. : 01.73.30.33.28 patrick.garnon@franceagrimer.fr Denis Cartier Millon, chef de l'unité Délégation Nationale de Volx – Tél. : 04.92.79.34.31 denis.cartier-millon@franceagrimer.fr Dany GAIGNOT, chef de l'unité Développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 07 novembre 2014

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chef (fe) de projet Zones humides**
Domaines fonctionnels	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), Affectation (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il interviens dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 9 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation dans la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Pilotage du site Natura 2000 du Marais poitevin : évaluation et révision du document d'objectifs du site (DOCOB). - Pilotage du dispositif de suivi de l'évolution de la biodiversité en lien avec la gestion de l'eau : gestion du programme en lien avec le CNRS et les partenaires du territoire. - Pilotage de la démarche « contrats de marais » : mise en œuvre et développement de l'outil. - Pilotage du CTMA-cadre Marais poitevin : élaboration et mise en œuvre du programme d'actions. - Pilotage de la politique foncière de l'établissement public du Marais poitevin et de la stratégie foncière du Marais poitevin en lien avec les opérateurs fonciers du territoire. - Pilotage du volet biodiversité du PITE (Programme des Interventions Territoriales de l'Etat) géré par l'établissement public. - Pilotage du système d'information géographique de l'établissement en lien avec le chargé de mission en charge du SIG.
Profil	Formation bac + 5 spécialisée en aménagement du territoire et géomatique (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire fortement souhaitée.
Compétences principales mises en œuvre	- Bonnes connaissances en aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier concernant les politiques d'intervention sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Bonne connaissance des outils d'aménagement foncier. - Connaissances du milieu rural et compétences en agronomie, en écologie, en hydraulique et en économie agricole. - Bonne maîtrise des logiciels SIG ArcGIS et QGIS. - Compétences dans la gestion des aides financières de l'Etat. - Capacité à coordonner et à piloter une mission en mode projet. - Sens des relations humaines, de la médiation et du travail en équipe. - Très large autonomie, capacité à imaginer des stratégies et à prendre des initiatives.
Durée du poste	Emploi permanent à temps plein. Durée souhaitée = 3 ans minimum.

Votre environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat (EPA), l'agent sera directement placé sous l'autorité du directeur. - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. - Il devra développer des relations avec de nombreux partenaires : agriculteurs, syndicats de marais, chambres d'agriculture, universitaires et chercheurs, SAFER, CR, CG, APN, CREN, PNR, AELB, CELRL, DREAL, DDT(M), etc.
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur de l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) - 1, rue Richelieu - 85400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr
Date indicative de prise de fonction	15 juin 2015
Date limite de dépôt des candidatures	20 janvier 2015
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Profil réf MH 2014-19-IE-DJA

Juriste marchés publics / achats

Antony (92)

BAP/ discipline: J
Emploi-type : Chargé des achats et marchés (emploi type referens J2F34)

Type de recrutement:

OU
- Mobilité: ouvert aux fonctionnaires dans un corps d'ingénieur d'études ou équivalent
- Recrutement handicap: ouvert aux candidats reconnus travailleurs handicapés, de niveau licence

Description du poste

Irstea, institut national de recherches en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, est focalisé sur 3 défis sociétaux : la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France.

Au sein des services centraux, la Direction juridique et des achats (DJA) assure une mission générale de conseil, d'expertise, de veille et d'instruction en matière de contrats, marchés, réglementation statutaire et contentieux pour l'ensemble de l'établissement.

Au sein de la DJA, le pôle achats - marchés élabore et supervise la mise en œuvre d'une politique d'achat au niveau régional et national. Il passe et suit les marchés d'établissement (signés par la présidence). Il a un rôle général d'animation, de veille et de conseils en matière d'achats et de marchés publics.

Au sein de ce pôle et sous l'autorité de son responsable de pôle, vous participerez à l'élaboration, la supervision et la mise en œuvre de la politique achat de l'institut. Vous aurez notamment pour missions : la coordination de la définition des besoins, en lien avec les services et directions concernés ; ainsi que la passation des marchés correspondants. Vous apporterez, appui et conseil en achat public auprès des unités et services de l'institut. Vous rédigerez, analyserez et instruirez les modes de passation des marchés en lien avec les prescripteurs et assurerez le suivi d'exécution et des précontentieux. Vous rédigerez des documents-type pour les gestionnaires, de notes d'analyse juridique et d'information et participerez à l'animation du réseau des correspondants internes et à leur formation

Profil recherché

Titulaire d'une licence ou d'un master en droit public ou fonctionnaire de niveau équivalent, vous maîtrisez le droit des marchés publics et disposez d'une connaissance générale du droit public et du contetieux de l'achat public. Idéalement vous connaissez le fonctionnement et l'organisation de la recherche publique.
Vous savez analyser et appliquer des textes législatifs ou réglementaires nationaux, la réglementation communautaire et la jurisprudence.
Vous maîtrisez les outils bureautiques et êtes capable d'exploiter les sources de données

Autonome, réactif(ve), rigoureux(se), vous avez le sens du contact, êtes disponible et savez anticiper. Vous avez un bon esprit d'analyse et de synthèse et vos qualités rédactionnelles sont reconnues.
Une compréhension écrite et orale de l'anglais niveau 1 serait un plus

Contraintes/ remarques

- **conditions et environnement de travail:**

Le poste à pourvoir nécessite un travail prolongé sur écran, des horaires réguliers et des déplacements dans les locaux.

- **accessibilité:**

Le candidat disposera d'un bureau partagé. Les bureaux du pôle sont situés au 1er étage d'un bâtiment qui ne dispose pas d'ascenseur ni d'accès aux personnes à mobilité réduite ni de sanitaires adaptés.

Pour en savoir plus

Pascal ODOT – Directeur juridique et des achats – 01 40 96 61 37 – dja.directeur@irstea.fr
Sébastien de BENALCAZAR – responsable du pôle achats-marchés – 01 40 96 62 45 - sebastien.de-benalcazar@irstea.fr

Pour postuler

Vous êtes fonctionnaire : CV + lettre de motivation + informations sur votre corps/ grade/ échelon
Vous êtes reconnu travailleur handicapé : CV + lettre de motivation + copie de votre reconnaissance RQTH
A envoyer avant le à l'adresse suivante:
recrutement@irstea.fr pour les fonctionnaires
et **handirecrutement@irstea.fr** pour les travailleurs handicapés.
Pour plus d'infos : www.irstea.frrubrique "Nous rejoindre"

Profil MH 2014-08-IE-DRHRS

Responsable du pôle gestion administrative et paie (h/f)

Antony (92)

BAP/ discipline: Gestion et pilotage (J)
Emploi-type: J2D29

Type de recrutement:

OU
- Mobilité: ouvert aux fonctionnaires dans un corps d'ingénieur d'études, attaché ou équivalent
- Handicap: ouvert aux candidats reconnus travailleurs handicapés, titulaires d'un diplôme de niveau II

Description du poste

Irstea, institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture est focalisé sur 3 défis sociétaux: la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France.

La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS), 25 personnes, coordonne et anime les politiques RH de l'établissement. Elle est constituée des pôles action sociale, budget / dépenses, recrutement / mobilité / développement des compétences et gestion administrative et paie.

Sous la responsabilité directe de la directrice des ressources humaines et des relations sociales, vous managerez et coordonnerez l'activité du pôle gestion administrative et paie composé de dix personnes dont 6 gestionnaires chargés de l'élaboration de la paie et du suivi des carrières des personnels de l'institut (fonctionnaires, doctorants, stagiaires, agents non titulaires).
Vous serez le garant du suivi de la carrière des personnels fonctionnaires, du respect de la règlementation et de la bonne exécution de la paie dans le respect des obligations légales et à travers la sécurisation des actes de gestion.
Vous tiendrez une veille juridique des évolutions réglementaires, notamment en rapport avec la paie et serez capable d'en mesurer les impacts. Vous assurerez et/ou accompagnerez la gestion des dossiers complexes.
Vous apporterez votre expertise en exerçant une activité de conseil auprès des directions fonctionnelles du siège et des centres de recherche et assurerez l'animation fonctionnelle du réseau RH de 18 personnes en région.
Vous serez l'interlocuteur privilégié de l'agent comptable de l'institut, du contrôleur financier et des deux ministères de tutelle dans les domaines de la gestion des personnels et de la paie. Votre participation aux différentes instances de l'institut sera requise dans vos domaines de compétences.
Avec la responsable fonctionnelle du SIRH, vous garantirez la fiabilité du SI et assurerez son optimisation afin de produire la paie ainsi que les requêtes et études adaptées aux besoins de la DRHRS et de ses interlocuteurs.

Profil recherché

Titulaire d'une formation supérieure en droit public ou en ressources humaines, vous possédez une expérience professionnelle dans le domaine de la gestion et de la paie ainsi qu'une bonne connaissance du statut de la fonction publique. Idéalement, vous connaissez l'organisation et les circuits de décision des établissements d'enseignement supérieur et de la recherche. Force de proposition, apte au management, sens du travail en équipe, vous faites preuve d'esprit de synthèse, de qualités relationnelles et rédactionnelles et de capacités d'analyse et d'organisation.
Vous avez une bonne maîtrise de l'environnement bureautique et des outils informatiques spécialisés (la connaissance du progiciel SAP HR serait un atout)

Contraintes/ remarques

Station assise prolongée. Accès direct au parking de l'établissement, mais pas d'accès pour personnes à mobilité réduite. Travail sur écran et station assise prolongés.

Pour en savoir plus

Sylvie MONTEIL – DRHRS – sylvie.monteil@irstea.fr – 01 40 96 62 64
Graziella DAVERIO – DRHRS adjointe – graziella.daverio@irstea.fr – 01 40 96 62 29

Pour postuler

Vous êtes fonctionnaire ; merci d'envoyer CV + lettre de motivation et indications sur vos corps grade et échelons à l'adresse suivante : **recrutement@irstea.fr** (À renvoyer avant le **27/10/2014**)
Vous êtes reconnu travailleur handicapé: merci d'envoyer CV + lettre de motivation + copie de votre RQTH
à l'adresse suivante **handirecrutement@irstea.fr** (À renvoyer avant le **27/10/2014**)

Pour plus d'infos: **www.irstea.fr** rubrique "Nous rejoindre"

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement (en position normale d'activité ou par la voie du détachement)

Classification :	Catégorie A+
Fonction :	**Adjoint au Chef du département du contrôle des usages (H/F)**
Affectation :	Direction du contrôle des usages et de l'action territoriale (DCUAT) à la Direction générale
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef du département du contrôle des usages
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet susceptible d'être vacant

Description de l'emploi

Contexte :
L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (env. 900 agents et 180 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales (DiR) et services départementaux (SD). Au sein de la direction générale, qui comprend 3 directions et le secrétariat général, la direction du contrôle des usages et de l'action territoriale coordonne l'ensemble des opérations de contrôle des usages de l'eau et anime l'appui technique à la conception, à la mise en œuvre et au suivi d'actions de gestion dans les territoires. Elle contribue ainsi à la mise en œuvre du contrat d'objectifs de l'établissement.

Le département du contrôle des usages contribue sur l'ensemble du territoire national à la mise en œuvre de la police de l'eau et des milieux aquatiques. A ce titre, il apporte un appui technique et juridique aux 600 agents des services départementaux chargés, sur le terrain, de réaliser les contrôles et de faire respect la réglementation. Pour l'exercice de cette mission de police, le département s'appuie sur un réseau de correspondants du contrôle des usages situés dans les délégations interrégionales.

Activités principales
L'adjoint au chef du département du contrôle des usages seconde le chef du département dans l'encadrement et l'animation du département (équipe de 10 cadres A, 5 agents de catégorie B et 1 agent de catégorie C) et dans les relations externes. A ce titre, il a pour mission :

- de participer au pilotage général de l'activité du contrôle des usages (programmation, évaluation) en lien avec le directeur de la DCUAT,
- de contribuer au pilotage des relations stratégiques externes pour les polices de l'environnement en lien avec le directeur de la DCUAT (ministères de l'écologie, de l'agriculture, de la justice, Gendarmerie Nationale, établissements publics intéressés : ONCFS, AAMP, PNF, CLRL, RNF,…),
- de participer avec le département de l'action territoriale à la construction et au renforcement d'une plus grande transversalité avec les autres directions métier (Direction de l'action scientifique et technique : DAST, Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau : DCIE) en particulier lors de l'exercice de programmation,

- de contribuer à l'élaboration et au suivi du plan de travail du département du contrôle des usages et du programme de travail annuel avec le ministère de tutelle et les partenaires,
- d'assister le chef du département dans le pilotage opérationnel de l'action du contrôle au travers de la démarche de progrès police en s'appuyant sur le relais des délégations interrégionales de l'ONEMA,
- de conforter en lien avec le chef de département l'évaluation de l'activité du contrôle au sein de l'établissement (tableaux de bord de suivi, bilan, rapportage),
- d'apporter un soutien dans l'encadrement et l'animation des réseaux thématiques effectuée par les référents techniques et juridiques du département du contrôle des usages :
  - groupes de référents (grandes infrastructures linéaires et grands travaux, hydroélectricité, pollutions, parquets), moniteurs de sécurité des contrôles et des interventions de police (SCIP)
  - groupes de travail nationaux (guides police, séquence éviter/réduire/compenser, contrôles anguille, plan de contrôle Eau-Nature), mission ONEMA d'application opérationnelle du droit de l'environnement, dispositif de suivi et de bilan des agents ONEMA mis en cause,
- de participer en lien avec le chef du département aux instances de gouvernance et de pilotage général de certains domaines (démarche qualité, formation, système d'information de la police,…),
- de piloter avec le chef du département l'assistance juridique technique à destination des DIR et SD de l'ONEMA,
- d'apporter un appui technique à la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie pour élaborer, le cas échéant, la réglementation dans le domaine de l'eau, mettre à disposition des agents de police une base documentaire à jour et développer des outils informatiques partagés.

De plus, ayant en charge des missions transversales internes à l'établissement, l'adjoint au chef de département peut être appelé à donner son avis et à participer à des groupes pilotés par les autres directions métiers (Direction de l'action scientifique et technique : DAST, Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau : DCIE), et les fonctions supports. Il contribue à la mise en place de la démarche qualité engagée par l'établissement.

Relations liées au poste

Relations internes

DIR avec notamment, l'animation du réseau de chefs d'unité du contrôle des usages des délégations interrégionales ; Chefs de services départementaux ; Département de l'action territoriale, DAST (DG, pôles), DCIE, Secrétariat Général (délégations aux systèmes d'information, finances et logistique, information et communication notamment).

Relations externes

Relations avec les divers bureaux concernés de la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB). Avec le chef de département et les DIR, en lien avec la DEB, relations avec les services déconcentrés (DDT-M /SPEN, chefs de MISEN, DREAL, DEAL) et les parquets pour le volet judiciaire.

Profil recherché

Ingénieur ITPE ou IAE ayant exercé en DDTM/SPE ou MISE/MISEN avec expérience et pratique confirmée dans le domaine de la police judiciaire de l'eau
Intérêt très marqué pour l'informatique et connaissance des applications informatiques métier

Compétences et qualités requises

Connaissances :

Bonne connaissance de la réglementation eau et de la politique de l'eau
Maîtriser l'outil informatique et l'information géographique
Expérience confirmée en gestion de projet, connaissance des procédures de marchés publics

Savoir-faire opérationnel

Pratique des relations avec les partenaires de l'ONEMA (Agences de l'eau, FNPF, DREAL, DEAL, MISEN, Gendarmerie Nationale, Procureurs,…)
Aptitude confirmée au management et à l'animation d'équipe et de réseaux
Savoir rédiger, animer une réunion, rendre compte

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCUAT/DCU-A/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14 novembre 2014

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office national des forêts
Délégation territoriale Méditerranée

Directeur(rice) de l'Agence Travaux Méditerranée

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation : A4</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant
Localisation du poste : Montpellier</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Agence Travaux Méditerranée (ATM) s'étend sur les 11 départements des deux régions PACA et LR. Le champ d'activités est très vaste, allant des travaux patrimoniaux en FD et FC aux prestations de service très diverses relevant du champ concurrentiel (risques naturels – DFCI et RTM – accueil du public – sentiers et équipements d'accueil –, arbre-conseil – arbre en ville, soins aux arbres, travaux sous emprises). Chiffre d'affaires : 17 à 18 M€, dont 60 à 70% pour des clients finals externes : communes et EPCI, Grands Comptes (RTE, ERDF et SNCF, …), personnes publiques diverses (DREAL, DDT(M), Conservatoire du Littoral, parcs nationaux et régionaux), partenaires (grandes entreprises de TP, paysagistes) et particuliers.
L'ATM compte un effectif d'environ 300 ouvriers. Elle est constituée de 6 unités de production (UP) couvrant chacune un à 3 départements sur le territoire des régions PACA et LR, d'une Unité de Production "ateliers bois" dont les zones de chalandise sont plus vastes que le territoire de la DT Méditerranée, et une unité spécialisée dans la gestion et la logistique des engins et matériels.
Les Unités de Production sont organisées en bassins d'emplois (de 3 à 7 bassins d'emplois de 8 à 15 ouvriers) animés par 29 conducteurs de travaux .</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Mettre en œuvre la stratégie de l'agence en cohérence avec le plan stratégique territorial et le contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR. Préparer et négocier les contrats annuels de gestion et de production de l'agence.
Etablir et négocier les feuilles de route avec les UP et services de soutien de l'ATM.
Concevoir et mettre en œuvre les modalités d'amélioration du fonctionnement de la structure (animation technique en vue de l'amélioration de l'organisation des chantiers et de la baisse de la pénibilité, mécanisation, formation des personnels)
Animer le dialogue social et assurer, auprès du DT et de la DRH DT, la représentation de l'employeur dans les instances représentatives du personnel.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité, et veiller au soutien et à l'accompagnement des conducteurs de travaux dans l'exercice de leurs missions.
Négocier les contrats et feuilles de route. Arbitrer objectifs et moyens.
Organiser, suivre et piloter l'activité au sein de l'agence. Ajuster la stratégie.
Veiller au plan de charge des Unités de Production en participant activement à l'animation locale et territoriale des démarches commerciales (plan d'écoute et de prospection, animation des technico-commerciaux, réponses aux appels d'offres et consultations).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Assurer la bonne qualité des interfaces entre l'ATM, le service commercial, les ATE et et les autres structures de production (agence études, pôle DFCI, services RTM).
Relations avec les partenaires externes dans le cadre des plans d'écoute et de prospection (participer notamment au développement de la politique Grands Comptes).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Savoir manager et piloter une organisation complexes sous ses différents aspects ;
- Savoir assurer avec fiabilité une représentation de bon niveau ;
- Connaissances en matière de travaux divers (expérience de DATE, de responsable forêt o de RUP travaux souhaitée).</td><td>- Sens du dialogue et de la négociation ;
- Compétence en animation d'équipe ;
- Compétences en matière d'activités concurrentielles ;
- Qualités relationnelles et disponibilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Jacques MIRAULT, Délégué territorial - Tél. : 04.42.17.57.02
jacques.mirault@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office national des forêts
Délégation territoriale . Ile de France Nord Ouest..

Directeur(rice) d'agence Haute-Normandie

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A - ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAP confirmé, AAHC</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation : A4</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant
Localisation du poste : Rouen</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La Délégation territoriale (DT) contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles à l'échelle de la DT.
La spécificité marquante est celle d'un contexte prédominant de grandes forêts domaniales en contexte périurbain ou rural, à forts niveaux d'enjeux sur l'ensemble du champ de la gestion multifonctionnelle.
Agence importante de niveau régional (sur deux départements), assurant la gestion de plus de 63 000 hectares, dont près de 56 000 hectares de forêts domaniales.
L'agence est composée de six unités territoriales (UT) et des services forêt, bois, environnement et accueil, services généraux, pôles chasse et SIG. Effectif : 86 personnels, dont 58 en UT.
Forêts gérées à très forts enjeux sylvicoles, économiques, d'équilibre sylvo-cynégétique, environnementaux, d'accueil du public. Par exemple :
- Effort de plantation très conséquent (500 000 plants par an) ;
- Progrès technique à assurer en sylviculture et travaux ;
- Niveau des récolte très soutenu (entre 350 000 et 400 000 m3 par an), devant être assuré tout en préservant les sols (tassement) ;
- Contrats d'approvisionnement en bois d'unités industrielles en développement (objectif 100 000 m3 en 2016), au service de l'emploi sur le territoire ;
- Production associée de bois façonnés en développement également (nouvelle activité) ;
- Un équilibre forêt-cervidés à restaurer dans certains massifs ;
- Trois forêts autour de Rouen (10 000 hectares) candidates au label national « Forêt d'Exception », avec les projets et partenariats associés (Métropole Rouen Normandie, ...) .</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Il est chargé de l'atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la délégation territoriale et l'agence : récoltes de bois, recettes du domaine, aménagements forestiers, développement de l'activité conventionnelle.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">L'agence (directeur et services) assure des relations institutionnelles importantes, tout particulièrement avec : les industriels du bois, les fédérations de chasseurs, les grandes collectivités, les préfets et l'administration, les associations, ...
Définir la stratégie et les actions prioritaires, dans le cadre des orientations stratégiques de l'établissement et de la délégation territoriale.
Piloter l'agence (orienter, impulser, animer, coordonner) pour assurer la meilleure synergie entre les services, les UT, les autres agences (travaux, études, ...) ou services de la délégation territoriale.
Mettre en œuvre l'organisation cible.
Représenter l'Office et défendre ses intérêts et ceux de ses partenaires.
Responsable hiérarchique des chefs de services et responsables d'UT de l'agence.
Relations avec la délégation territoriale et ses services et agences, avec la direction générale.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l'administration (préfets, DRAAF, DREAL, DDTM, ...) et les partenaires (industriels du bois, fédérations de chasseurs, grandes collectivités, associations, ...).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Sens de l'écoute ;
- Esprit de synthèse et sens de la décision.
<u>Formation et expérience</u> :
- Très bonne connaissance de l'Établissement ONF ;
- Bonne connaissance technique en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers.</td><td>- Compétences affirmées en animation management d'équipe ;
- Bonne capacité de dialogue et de négociati capacité à convaincre ;
- Grandes capacités d'organisation indispensables.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. DUNOYER Jean-Luc., Délégué territorial
jean-luc.dunoyer@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office national des forêts
Délégation territoriale Méditerranée

Directeur(rice) d'agence Alpes de Haute Provence

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 1364
Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé</td></tr>
<tr><td colspan="3">Cotation : A4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant
Localisation du poste : Digne-les-Bains</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Agence départementale assurant la gestion de plus de 188 000 ha dont 100 000 ha de forêts domaniales, 65% boisé , 41 % en sylviculture . Les enjeux sont multiples avec des contextes géographiques et stationnels variés allant du méditerranéen au subalpin. Plus de 160 forêts communales.
Elle est composée de 5 Unités territoriales et de 3 services pour 82 postes organisés au 1er octobre 2014.
12 000 ha d'aménagement forestier/an
120 000 m3 de bois mobilisés/an.
1 M€ de travaux domaniaux
Le chiffre d'affaire concurrentiel réalisé est de 1,8 K€ sur le territoire agence , la moitié provenant de l'atelier bois de Barrème et de Retrouvance Haut Verdon.
150 lots de chasse en FD.
239 concessions de pâturage en FD et FC.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Mettre en œuvre la stratégie de l'agence en cohérence avec le plan stratégique territorial et le contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR.
Préparer et négocier les contrats annuels de gestion et de production de l'agence.
Etablir et négocier les feuilles de route avec les UT et services fonctionnels.
Porter l'ensemble de l'activité travaux (domanial et conventionnel) sur le territoire.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité notamment les chefs de services et RUT ;
- Négocier contrats et feuilles de route ;
- Arbitrer objectifs et moyens ;
- Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence ;
- Ajuster la stratégie ;
- Communiquer en interne et à l'externe ;
- Assurer des permanences DFCI.

- Assurer les relations avec les partenaires externes : DDT 04, SDIS, conseil général, communes forestières, parc national du Mercantour, parc régionaux du Luberon et du Verdon,fédération des chasseurs, chartes forestières, certaines communes ou intercommunalités ;
- Assurer la bonne qualité des interfaces entre agence territoriale et structures production (agence travaux, agence bureau d'études, pôle DFCI).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Savoir manager et piloter une organisation sous ses différents aspects ;
- Savoir assurer avec fiabilité une représentation de bon niveau ;
- Connaissances en gestion forestière.</td><td>- Sens du dialogue et de la négociation
- Compétence en animation d'équipe ;
- Qualités relationnelles et disponibilité.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Jacques MIRAULT, Délégué territorial - Tél. : 04.42.17.57.02 jacques.mirault@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office national des forêts

Directeur(rice) régional(e) Guyane

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 8597
Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé</td></tr>
<tr><td colspan="3">Cotation : A4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Situation du poste : vacant à compter du 1er janvier 2015.
Localisation du poste : Cayenne</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'ONF en Guyane gère 5.3 millions d'hectares de forêts tropicales humides, en mettant en œuvre différents types de gestion : multifonctionnelle ou conservatoire.
Le modèle de gestion forestière en Guyane a significativement évolué depuis 10 ans : code forestier adapté à la Guyane en 2005, application du régime forestier sur 2.4 millions d'hectares en 2008, charte de l'exploitation à faible impact en 2009, directives régionales d'aménagement approuvées en 2011, écocertification PEFC obtenue en 2012. Les modalités de gestion et d'exploitation du bois d'œuvre sont encore en évolution, intégrant les résultats de la recherche scientifique et l'adaptation à la demande émergente de bois énergie.
L'ONF est l'approvisionneur de la filière bois (70-80 000 m3/an), avec le développement d'une activité de bois façonnés (8 000 m3/an). Importante activité travaux routiers (2 à 2.5 M€/an).
Les forêts gérées sont domaniales, ce qui induit notamment la gestion d'une activité foncière importante (concessions, carrières, mines). La mise en place de la collectivité unique en Guyane en 2015 s'accompagne d'une réflexion sur les transferts fonciers aux collectivités.
L'ONF met en œuvre la MIG DOM, qui consiste notamment en une activité renforcée sur la bande littorale (surveillance, foncier, prise en compte de la forêt dans l'aménagement du territoire), et en un suivi des impacts environnementaux de l'orpaillage sur les milieux naturels.
L'ONF assure la gestion de 3 réserves naturelles nationales et une RBI ainsi qu'une activité d'expertise naturaliste et d'édition d'ouvrages liés à l'éducation à l'environnement. Implication croissante dans les infrastructures d'accueil du public (en propre ou pour le compte de tiers).
Avec 80 agents, l'ONF est un acteur territorial très présent en Guyane, assurant la gestion des 2/3 des espaces naturels. La DR Guyane est composée d'un secrétariat général, d'un service bois/gestion durable, d'un service aménagement du territoire incluant une unité spécialisée nature, d'un service Sylvétude, de 2 unités territoriales et d'une unité de production travaux.
L'ONF est en interaction forte avec les partenaires externes.
Voir aussi http://www.onf.fr/guyane</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Mettre en œuvre la stratégie de la DR en cohérence avec le projet stratégique régional, et le contrat Etat/ONF/FNCOFOR, décliné avec la direction générale pour la Guyane.
Assurer le management de la structure et de l'activité de production de la DR.
Représenter l'ONF en externe.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité notamment les chefs de services.
Négocier le contrat de la DR et les feuilles de route des services. Arbitrer objectifs et moyens.
Organiser et suivre l'activité au sein de la DR. Ajuster la stratégie.
Présider les instances représentatives du personnel de droit public (CTR, CHSCT), et de droit privé (CRE, CHSCT).
Communiquer en interne et à l'externe.
Assurer les relations avec les partenaires externes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Assurer la bonne qualité des interfaces entre DR Guyane et direction générale.
Filière bois, DAAF, DEAL, collectivités, Parc Amazonien de Guyane, Préfecture et forces de l'ordre (dispositif Harpie), ONG, PNR, filière minière, France Domaine…</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Savoir manager et piloter une organisation sous ses différents aspects ;
- Savoir assurer avec fiabilité une représentation de bon niveau ;
- Connaissances en gestion forestière.</td><td>- Capacité à travailler avec une large autonomie ;
- Sens du dialogue et de la négociation ;
- Compétence en animation d'équipe ;
- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Capacité d'adaptation.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Geneviève REY : genevieve.rey@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
ONF
Département Recherche Développement Innovation (DFRN)
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau

Chef(fe) du département Recherche, développement, innovation

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 8165
Catégorie : A - Directeurs de recherche, ICPEF, IPEF confirmés, IDAE confirmés, ingénieurs de recherche confirmés</td></tr>
<tr><td colspan="3">Cotation du poste : A 4
Localisation : Fontainebleau, avec possibilité de délocalisation dans l'une des stations R&D de l'ONF</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le département RDI, rattaché à la Direction Forêts et Risques naturels, a pour mission de conduire des projets de R&D et innovation sur les grands enjeux de la gestion durable des forêts publiques. Il élabore la programmation R&D à partir des demandes internes, rend compte de ses travaux et les fait évaluer, notamment en assurant le secrétariat du Comité scientifique et en justifiant les dépenses éligibles au crédit impôt recherche. Il négocie et promeut les besoins de recherche de l'ONF par un partenariat d'orientation avec les grands organismes (INRA, IRSTEA, FCBA, MNHN, Universités et grandes écoles), en contractualisant avec leurs laboratoires et en participant à leurs initiatives transversales (Gip ECOFOR, RMT AFORCE). il transfère les résultats vers les praticiens, en contribuant à des outils (logiciels, procédures normes), formations, colloques internes et en éditant la revue Rendez-vous techniques. Il assure la veille scientifique. Il met l'accent sur certains sujets peu investis par ailleurs (sylviculture, mécanisation, gestion des soles, télédétection, solutions pour l'adaptation au changement climatique, récolte bois-énergie, ingénierie de la biodiversité, calcul économique) et met en oeuvre des dispositifs à caractère scientifique (GIS Coopérative de données, RENECOFOR). Il supporte 2 missions d'intérêt général (pôle national des ressources génétiques forestières, correspondants-observateurs du DSF).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chef du département est chargé de la coordination de la programmation des projets R&D et innovants de l'établissement.
Il a également pour mission de valoriser les productions du département en alimentant les réflexions stratégiques prospectives sur les savoir et savoir faire nécessaires à l'ONF de demain et en anticipant les trajectoires d'évolution de l'Etablissement dans ses dimensions métiers, outils et méthodes.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">- Elaboration des programmes à partir des demandes internes, à l'occasion des revues annuelles et évaluations quinquennales ;
- Coordination des partenariats scientifiques et technologiques, négociation et représentation de l'ONF ;
- Animation du département, gestion des moyens humains et financiers ;
- Répartition du travail et conduite des entretiens annuels des chefs de pôle ;
- Reporting interne et externe ;
- Une mission d'expertise et/ou de gestion de proximité peut s'y ajouter ;
- Réflexion prospective et anticipatrice sur l'ONF de demain et accompagnement des mutations métiers qui en découlent.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- En externe : comité scientifique ONF, instances de concertation des organismes S&T, GIP ECOFOR, RMT AFORCE, EFI, réseau RST du MEDDE, Agences publiques (ADEME, ANR), chaire d'entreprise ONF-AgroParisTech, GIS Coopérative, commissions de pilotage des MIGs.
- En interne : responsables des pôles R&D, comités de direction DFRN, réunions de coordination entre DC et/ou entre DG et DT, comité de rédaction RDVT.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Ingénieur forestier ou doctorat en sciences forestières ;
- Pratique de la recherche ou du partenariat avec les organismes scientifiques ou technologiques.</td><td>- Définir une stratégie et une programmation R&D ;
- Capacités d'orientation, de pilotage de projets, de reporting scientifique ;
- Communication professionnelle efficace en contexte d'incertitude et complexité ;
- Capacités à négocier avec des partenaires institutionnels.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. A. Maillet (DFRN) – Tél. : 01.40.19.78.33
albert.maillet@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
ONF - Direction Commerciale bois et Service (DCBS)
2, avenue de St Mandé - 75012 Paris

Adjoint(e) au Chef de la Mission Croissance externe (MCE)

N° du poste : 10761 **Catégorie : A - ICPEF, IPEF, IDAE confirmé, AAP confirmé, AAHC**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : A3	
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	La démarche de croissance externe, par la création ou la prise de participation capitalistique dans des filiales, a permis à l'ONF de se positionner sur des marchés porteurs où son implication est légitime (rôle structurant et moteur), mais ses capacités directes d'intervention limitées. Ainsi, au travers de sa filiale holding ONF Participations (ONFP), créée en 2008, l'ONF est présent dans 25 filiales ou sous-filiales, principalement de la filière bois énergies (plaquette forestière, granulé et bois bûche), mais également foresterie internationale et tourisme nature. ONFP est également partie prenante dans le financement du Fonds Bois, créé à l'initiative du Gouvernement, pour participer au développement et à la consolidation des industries de première et seconde transformation de la filière bois, ainsi que dans le capital de Procéthol 2G SAS, porteur du projet FUTUROL (biocarburant de 2nde génération par fermentation). Les décisions d'ONF Participations sont soumises à l'avis d'un Conseil de surveillance de six membres (dont trois personnalités extérieures à l'ONF, issues des mondes de l'industrie, de la finance et des collectivités locales). Le Contrôleur Général Economique et Financier de l'ONF, ainsi que le représentant du MAAF, en tant que censeur, participent également aux travaux de ce conseil. Cette stratégie s'est accompagnée de la mise en place des moyens nécessaires à la constitution d'une véritable politique de groupe: un statut juridique identique (SAS) pour la majorité des filiales, la mise en place d'une trésorerie de groupe et des moyens de suivi de l'activité des différentes filiales, une politique marketing harmonisée autour de la signature ONF Energie Bois®. Au sein de la Direction Commerciale Bois et services (DCBS), la Mission « croissance externe » (MCE) propose et met en œuvre la politique de croissance partenariale de l'Etablissement (partenariats capitalistiques –filiales, ou contractuels – affiliation et licence de marque), en application des décisions du Conseil d'administration de l'ONF et des orientations données par le Conseil de Surveillance de la société holding ONF Participations. La MCE est organisée en quatre pôles de compétence : financier, juridique, forestier et marketing. Le chiffre d'affaires consolidé 2013 des filiales détenues majoritairement par ONF Participations se monte à 39 M€.
Objectifs du poste	Au sein de la MCE, l'adjoint au Chef de Mission est principalement chargé des sujets forestiers (notamment approvisionnement des filiales bois bûche) et itinéraires techniques de production. Il seconde par ailleurs le Chef de la MCE dans ses fonctions de définition stratégique, mandataire social des filiales, interface avec les structures de gouvernance d'ONFP, représentation institutionnelle, et animation d'une équipe de quatre spécialistes (compétences financières et comptables, juridiques, R&D et marketing).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	L'adjoint au Chef de la MCE a ainsi en responsabilité les principales missions suivantes : - Participation aux organes de gouvernance des filiales : l'adjoint au chef de la MCE est membre du Comité stratégique ou du Conseil de surveillance de la majorité des filiales ou Président délégué de la société –filiales bois bûche à capital majoritairement détenu par ONF Participations ; - Appui, dans tous domaines, à l'activité des filiales, pour favoriser leur développement. Ainsi, l'adjoint au Chef de la MCE veille principalement à l'optimisation de l'approvisionnement des filiales bois énergie (notamment filiales bois bûche) et des itinéraires techniques de production ; - Représentation du Directeur Général auprès des organisations interprofessionnelles de la filière bois énergie ; - Référent technique dans l'instruction des nouveaux dossiers de croissance externe (activité en baisse) ou d'affiliation au réseau bois bûche d'ONF Energie Bois® ; - Appui à l'organisation de l'activité d'ONF Participations (préparation des conseils de surveillance, suivi des activités…) ; - Interface avec ONF International, dans l'optique d'assurer une bonne coordination avec l'actionnaire unique ONF et de faciliter la visibilité institutionnelle de la filiale, tant en interne qu'en externe ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Appui au suivi des politiques de qualité et de promotion du label ONF Energie Bois®, ainsi que de la communication commerciale des filiales bois bûche, dans le cadre d'une politique de groupe, en cohérence avec les valeurs de l'ONF.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">A l'interface entre ONF Participations et les sociétés du groupe, la MCE est en lien direct, d'une part avec les membres du Conseil de surveillance d'ONFP, ainsi qu'avec les services de la DG ONF parties prenantes (notamment le Contrôleur Général Economique et Financier, le département finances et performances et le département commercial bois), avec les responsables commerciaux territoriaux et les responsables bois agences territoriales, et d'autre part avec les directeurs des filiales et membres de leurs Comités stratégiques.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Ingénieur forestier expérimenté, avec une bonne connaissance de la commercialisation bois, notamment bois énergie ;
- Une connaissance de la coopération internationale serait appréciée.</td><td>- Capacité à négocier ;
- Capacité à animer une équipe ;
- Aptitude à la conduite de projets ;
- Grande autonomie ;
- Esprit d'initiative développé ;
- Rigueur, fiabilité, réactivité ;
- Sens aigu de l'organisation.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme. Myriam CHABAGNO-LAPIE - Tél. : 01.40.19.79.11/06.03.10.48.14
myriam.chabagno-lapie@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office national des forêts
Délégation territoriale de Lorraine

Délégué(e) Territorial(e)

N°du poste : **Catégorie A : IGPEF, ICPEF, IDAE confirmé, AAHC confirmé**		
Cotation : A5 bis		
Situation du poste : vacant **Localisation du poste : NANCY**		
Présentation de l'environnement professionnel	La DT Lorraine s'étend sur la région Lorraine et gère les forêts de l'Etat et des collectivités qui représentent les 2/3 de la superficie forestière régionale et le quart de la surface totale de la Lorraine. Elle est composée de 7 agences territoriales et 1 agence travaux. L'ONF Lorraine gère 223 000 ha de forêts domaniales et 265 000 ha de forêts communales. Elle commercialise 2 540 000 m3 dont 40 % en forêt domaniale et 60 % en forêt communale. Le chiffre d'affaires total est de 57 Millions d'euros (Données 2013) La forêt communale est dominante et concerne près de 90% des communes de Lorraine. La forêt domaniale est également largement présente, avec de grands massifs domaniaux emblématiques dans chacun des quatre départements. Comme ces forêts sont productives, l'ONF joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement de la filière-bois (75% du volume de bois mis en marché), qui emploie plus de 20 000 personnes en Lorraine. L'ONF est également la première entreprise de la filière forêt-bois, par le nombre de ses personnels fonctionnaires et ouvriers forestiers. Enfin, les forêts publiques représentent un enjeu environnemental fort, notamment à travers le réseau Natura 2000 qui est situé à plus de 50% dans des massifs gérés par l'ONF. La délégation territoriale Lorraine de l'ONF est donc un partenaire majeur, très attendu et sollicité par l'ensemble des acteurs régionaux en matière d'aménagement du territoire, d'économie et d'environnement. L'ONF Lorraine emploie 900 personnels de droit public et 450 ouvriers forestiers.	
Objectifs du poste	Le délégué territorial est placé sous l'autorité du Directeur général. La Délégation territoriale (DT) contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles à l'échelle de la DT.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter **Champ relationnel du poste**	Les axes stratégiques de l'intervention du DT sont principalement : - La qualité de la gestion patrimoniale des forêts publiques avec 7 axes prioritaires : aménagements forestiers ; qualité des exploitations ; équilibre forêt-gibier ; investissements forestiers ; commercialisation des bois et contrats d'approvisionnement ; MIG biodiversité et Natura 2000 ; fonctions sociales de la forêt ; - Une stratégie travaux territoriale, qui sera déclinée, en fonction de leurs enjeux spécifiques, au niveau de chaque agence territoriale, confirmera les objectifs et les moyens de l'agence travaux, et renforcera le lien entre les agences territoriales et l'agence travaux ; - La qualité du dialogue social avec les personnels et leurs représentants, en intégrant. les recommandations de l'audit socio-organisationnel ainsi que le suivi des plans d'actions qui seront mis en œuvre à la suite des expertises commandées par les CTHSCT de droit public et de droit privé ; - L'amélioration et la valorisation du système d'information : meilleure appropriation et mise en cohérence des outils existants, valorisation des données à tous les niveaux, conception et déploiement de nouvelles applications, en conformité avec les politiques métier et informatique de l'établissement. Il constituera la « feuille de route » du futur pôle système d'information. Représentants des services de l'Etat (préfet de région, de département), collectivités territoriales (conseil régional, conseil général,...) sur les questions forestières, filière bois, environnement, chasse.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Qualités relationnelles et disponibilité ; - Sens de l'écoute ; - Esprit de synthèse et sens de la décision. <u>Formation et expérience</u> : - Très bonne connaissance de la gestion forestière, de l'organisation de la filière et de l'Établissement ONF.	- Compétences affirmées en animation management ; - Bonne capacité de dialogue et de négociation, capacité à convaincre ; - Sens du dialogue social ; - Grandes capacités d'organisation.
Personnes à contacter	Pascal VINE, directeur général de l'ONF pascal.vine@onf.fr	

Parc national des Cévennes

Appel à candidature

Poste de **Chargé de mission Urbanisme et Paysage**
au sein du Service Développement durable

Poste de catégorie A

Poste vacant à compter du 15 janvier 2015.
Ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels, avec priorité aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique d'Etat ou territoriale, par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 2 700 km² avec un cœur protégé avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 127 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 110 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

Le parc abrite une population de plus de 63 000 habitants. Leur répartition sur ses 127 communes est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le parc connaît un désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Le cœur abrite 700 habitants permanents environ qui triple à la belle saison sur 55 communes. Il compte 250 lieux-dits habités, plus 50 restaurables et plus d'un millier de bâtiments traditionnels d'origine agricole, certains en usage, la plupart abandonnés. Ce patrimoine exceptionnel, typique de la civilisation agricole du sud Lozère et des Cévennes gardoises, a été principalement façonné par trois roches : le granite, le schiste et le calcaire.

Le patrimoine architectural du Parc national est protégé par une réglementation unique en dont l'objectif est double : faire en sorte que les bâtiments restaurés et conservent leur aspect originel et les ouvrages divers préservent le caractère du paysage. L'un des enjeux des années à venir est de poursuivre la préservation de ce bâti remarquable tout en l'adaptant à deux exigences de la vie moderne : le confort et l'économie d'énergie.

La planification urbaine et les enjeux de celle-ci sur les ressources, les paysages…, ont une particulière importance dans l'aire d'adhésion du parc national.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de chargé de mission Urbanisme et Paysage est à pourvoir au sein du pôle Architecture-Urbanisme-Paysage du service Développement durable.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il en a charge notamment :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale du parc et notamment le soutien à l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt)
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et le suivi des demandes d'autorisation dans tous ses domaines

Le **pôle Architecture-Urbanisme-Paysage** est en charge de la définition et la mise en œuvre de la politique architecturale et urbaine et de la préservation des paysages. Il gère également les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc.

Piloté par le chef de pôle, il rassemble un chargé de mission Urbanisme et Paysage, un technicien Gestion du patrimoine, deux chargés de mission Architecture et Travaux.

Dans son domaine, il a en charge notamment :

- l'application de la réglementation en cœur de parc
- des missions d'ingénierie en externe
- des missions d'ingénierie en interne

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de pôle Architecture-Urbanisme-Paysage, le **chargé de mission Urbanisme et Paysage** est basé à Florac (48400).

Il couvre dans son domaine l'ensemble du territoire du parc, en collaboration avec les délégués territoriaux de chaque massif, avec une attention particulière pour la proche périphérie du cœur, dite « zone tampon ».

Il a en charge :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en matière d'urbanisme
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de préservation et de mise en valeur des paysages
- le suivi de la planification urbaine sur le territoire du parc, l'instruction et le suivi des divers processus de planification (SCoT/PLU/carte communale) allant de l'instruction administrative qualitative et régalienne des demandes d'aides des collectivités pour réaliser leurs documents, à leur accompagnement pour tout conseil technique ou paysager, proposition d'aménagement sommaire...
- l'instruction des avis de l'établissement et le suivi des projets industriels de développement des énergies renouvelables en aire d'adhésion, avec un rôle de veille et de coordination interne sur la thématique
- le développement et l'animation des réseaux pour la promotion d'un urbanisme rural durable en Cévennes en appui du chef de pôle et des délégués territoriaux
- le suivi des observatoires des paysages et l'animation des réseaux dans ce domaine

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions de pôle et de service
- il veille à assurer une transmission régulière des informations tant à sa hiérarchie qu'aux délégués territoriaux pour tout projet concernant leur massif
- il participe aux instances du parc, de PNF, du Bien classé Unesco et du réseau MAB en tant que de besoin

Poste avec de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire du parc, mais aussi ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

- Connaissances requises en urbanisme (notamment loi Montagne), développement durable, paysages et architecture rurale
- Connaissance du droit de l'urbanisme et de l'administration du droit des sols
- Expérience concrète d'accompagnement en urbanisme et en mise en valeur des paysages
- Compétences en conception et dessin
- Bonne connaissance du monde rural et de la moyenne montagne
- Sensibilité à l'environnement et à la protection de la nature
- Connaissance des politiques et outils en faveur de l'efficacité énergétique et de la production d'énergies renouvelables
- Goût du contact, aisance relationnelle et de la négociation
- Bonnes capacités rédactionnelles et aptitude au travail en équipe
- Grande rigueur dans l'organisation et esprit d'initiative et de créativité
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique, de dessins et de SIG

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- Niveau master en urbanisme, paysagiste, architecte DPLG
- Expérience professionnelle souhaitée
- Permis de conduire B

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser, avant le mercredi 10 décembre 2014 une lettre de motivation et un curriculum vitae :

par courriel à :
celine.billault@cevennes-parcnational.fr
avec accusé de réception

ou

par courrier à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Cévennes
Secrétariat Général
6 bis place du palais
48400 FLORAC

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.
Le directeur du Parc national convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner le mercredi 17 décembre 2014.
Pour ces auditions, la direction sera accompagnée du chef de service et du chef de pôle.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courrier des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

M. Matthieu DOLLFUS, chef du pôle Architecture-Urbanisme et Paysage
04.66.49.53.24
matthieu.dollfus@cevennes-parcnational.fr

ou M. Grégoire GAUTIER, chef du service Développement durable
04.66.49.53.69
gregoire.gautier@cevennes-parcnational.fr

ou Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale du Parc national des Cévennes
04.66.49.53.28
celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Recrutement d'un(e) chargé(e) de mission flore /milieux/paysages

Recrutement ouvert à un(e)catégorie A fonctionnaire ou contractuel.

Poste à plein temps.

Poste à pourvoir à compter du 1 juillet 2015.

Lieu de travail : siège du Parc national des Écrins – Gap (05)

L'agent recruté(e) sera affecté(e) au sein du service scientifique, composé à ce jour d'un responsable, d'une secrétaire et de 6 chargés de mission. Le service est divisé en 2 pôles : le pôle connaissance et le pôle système d'information.

Ce service a pour missions de récolter, structurer, stocker, analyser, suivre et restituer les données du parc national des Écrins dans les différentes disciplines scientifiques et d'assurer la gestion du système d'information, l'informatique et la téléphonie.

Le chargé de mission flore/milieux/paysages favorise, organise, anime ou développe des projets en lien avec les objectifs du Parc national, dans son domaine d'activité et en relation avec de nombreux partenaires.

Le chargé de mission flore/milieux/paysages a pour finalité d'apporter les éléments permettant de connaître et de préserver les espèces, les milieux naturels et leurs composants au sein du Parc national, afin de gérer durablement le territoire, en relation avec les activités humaines, les évolutions climatiques et les dynamiques naturelles.

Il anime la réflexion autour du thème et apporte un appui technique interne /externe, par les études, la mise en œuvre de projets et le bilan des actions engagées.

Il assure aussi les fonctions de référent en terme de connaissance et d'analyse statistique. Un niveau élevée en statistiques descriptive, univariée et multivariée est fortement recommandé.

Le Parc national des Écrins étant un parc de haute montagne, une bonne capacité de déplacement en autonomie dans ces milieux est indispensable. Des compétences en alpinisme sont ainsi requises.

Principales missions

Dans les domaines de **la flore, des habitats et des paysages,** le chargé(e) de mission :

- contribue à la mise en œuvre de la stratégie scientifique du Parc national en lien avec ses partenaires et le Conseil scientifique, en définissant et proposant les axes d'intervention ;

- assure la coordination de l'ensemble des inventaires, des études et des suivis ;

- apporte une expertise aux autres unités du Parc national (secteurs et services) ;

- accompagne les techniciens patrimoines pour élaborer les réponses aux sollicitations des aménageurs, des élus et des bureaux d'étude ;

- assure la formation des équipes de terrain dans ses thématiques ;

- contribue à l'accessibilité et l'évolution des différentes bases de données avec l'aide des géomaticiens et informaticiens du Parc national, en relation avec les équipes du Conservatoire botanique national alpin et des SINP régionaux ;

- pilote l'analyse des données alpha-numériques et spatiales ;

- assure la restitution des différents travaux auprès de l'équipe, des partenaires et du grand public, en synergie avec le service communication ;

- collabore aux projets de recherche dans son domaine de compétence et favorise l'accueil des chercheurs ;

- assure une veille scientifique et juridique sur ses domaines ;

- assure un suivi financier de ses opérations et le cas échéant, des recherches de financements ;

- rédige synthèses et articles (vulgarisation et scientifiques) ;

- contribue au niveau national voire international aux travaux sur les référentiels taxonomiques botaniques ;

- pilote le programme « écologie verticale » relatif à la flore alpine de très haute altitude.

Autres fonctions

En outre, le chargé de mission :

- anime le groupe opérationnel flore ;

- organise les réunions thématiques flore ;

- encadre des stagiaires sur sa thématique ;

- participe activement aux travaux du Réseau de conservation flore Alpes-Ain (RCFAA) ;

- participe régulièrement au Conseil scientifique et assure le compte rendu lorsque nécessaire ;

- est référent pour l'établissement dans le domaine de la bio-statistique ;

- alimente la photothèque en images liés à la flore et aux milieux ;

- assure le suivi des dossiers liés à la géologie ;

- peut être amené à conduire des missions d'expertise de haut niveau, le cas échéant à l'international, auprès d'institutions partenaires (notamment sur des groupes taxonomiques complexes).

Ce poste est en lien avec de nombreux partenaires; aussi le chargé de mission doit-il entretenir et développer ces liens dans le cadre de différents réseaux et différentes conventions de partenariats.

Qualifications requises

- Formation initiale en écologie végétale, en agronomie ou en géographie d'un niveau Bac +5 ;
- Excellente connaissance de la flore des Alpes (niveau d'expertise reconnu au niveau national voire international) ;
- Aptitude à la participation à des programmes de recherche et à la rédaction de documents scientifiques ;
- Connaissance des principes généraux des bases de données spatialisées. Maîtrise d'un logiciel de Base de données et d'un logiciel de SIG (logiciel QGIS recommandé) ;
- Maîtrise en terme de traitement des données (statistique et traitement spatial) (logiciel R recommandé) ;
- Connaissance des écosystèmes pastoraux et forestiers en lien avec leur gestion ;
- Bonne capacité de déplacement en autonomie en haute-montagne (un bon niveau d'alpinisme est requis) ;
- Des connaissances en géologie seront appréciées ;
- Permis B.

Profil souhaité

- Rigueur scientifique
- Travail en équipe
- Animation d'équipe
- Capacité d'analyse
- Capacité de rédaction et de synthèse
- Capacité à gérer des projets
- Forte capacité d'autonomie.

Renseignements

Richard BONET, chef du service scientifique

richard.bonet@ecrins-parcnational.fr - Tel : 04.92.40.20.11

Candidatures

Le dossier de candidature comprendra obligatoirement :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae

Le dossier sera adressé **avant le 15 décembre 2014** par courrier à :

Monsieur le directeur du Parc national des Ecrins

Parc national des Ecrins

Domaine de Charance

05000 GAP